

# **CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RELÈVEMENT APRÈS EBOLA**

## **Guinée Stratégie de Relance et de Résilience Socioéconomique Post-Ebola 2015- 2017**

**Mohamed DIARE, Ministre d'Etat,  
Ministre de l'Economie et des Finances**

New York, le 09 juillet 2015

## EVOLUTION SOCIOÉCONOMIQUE 2011-2013

Depuis le renouveau politique intervenu en fin 2010, le Gouvernement a mis en œuvre une série de réformes qui nous ont permis de parvenir à des résultats tangibles:

**Domaine gouvernance politique:** la mise en place d'un Parlement issu d'élections libres et transparentes; l'installation de différentes institutions républicaines (Cour Constitutionnelle, Haute Autorité de la Communication, instance de l'opposition politique républicaine, etc.); la réforme des services de sécurité.

**Domaine gouvernance économique:** rétablissement des relations avec le Fonds monétaire international-FMI et Banque mondiale et renforcement des relations avec la communauté internationale, y compris l'adoption d'un programme à moyen terme appuyé par le FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

## QUELQUES RESULTATS OBTENUS 2011-2013

- *Atteinte du point d'achèvement de l'initiative d'allègement de la dette en faveur des pays pauvres très endettés* (PPTe), septembre 2012 et annulation des 2/3 du stock de la dette extérieure et retour à la stabilité macroéconomique;
- *Réduction du déficit de base du budget de l'Etat* de 13% du PIB en 2010 à 2% du PIB en 2011 et en 2012, et à 2,8% en 2013;
- *Hausse des recettes et maîtrise des dépenses publiques.*
- *Baisse de l'inflation* de 21,4% (décembre 2010) à 10,5% (décembre 2013) et 9,9% (mai 2014);
- *Stabilisation du taux de change* par rapport aux principales devises et hausse des réserves de change de moins de 15 jours en 2010 à plus de 3,6 mois d'importations à fin 2013.

## QUELQUES RESULTATS OBTENUS 2011-2013

- La **croissance économique** réelle a atteint près de 4% en 2011 et en 2012, comparé à 1,9% en 2010.
- Dans le **secteur agricole**, le taux moyen de croissance est de près de 5% soutenu par une politique d'appui au monde rural de l'ordre de 30 millions usd par an.
- Dans l'**environnement des affaires**, les réformes engagées ont permis à la Guinée de gagner 10 places dans le classement du « *Doing Business* » de la Banque mondiale, entre 2011 et 2015, et notre pays s'être classé parmi les 20 pays les plus réformateurs en 2014.

## QUELQUES RESULTATS OBTENUS 2011-2013

- ❑ Plus de USD 7 Milliards de promesses d'investissement obtenues dans divers secteurs lors de la **conférence internationale des investisseurs et des partenaires** de la Guinée, organisée par le Gouvernement à **Abu Dhabi** en novembre 2013.
- ❑ La signature en mai 2014 et la ratification du **cadre d'investissement du projet d'exploitation du minerai de fer de Simandou Sud**, pour un montant de USD 20 milliards.
- ❑ Un scénario de croissance forte et durable de 7,1% par an en moyenne était prévu, soutenue par des politiques publiques ambitieuses et pro-pauvres.
- ❑ ***La tendance amorcée devait ainsi permettre de poser les bases de l'émergence économique.***

## IMPACT SOCIAL DU CHOC EBOLA

- Entre mars 2014 et le 15 juin 2015, on dénombrait 3 245 cas de contamination confirmée, 2 026 cas de décès, plus de 600 veuves et veufs et plus de 6 000 orphelins.
- Les femmes en ont été plus victimes, environ 53% du total, et que près de 20% des contaminations concernent des enfants.
- Détournement des populations des bonnes pratiques sanitaires :
  - ❖ *baisse de 20% fréquentation des structures sanitaires pour les accouchements assistés et*
  - ❖ *baisse de 25% des consultations prénatales ;*

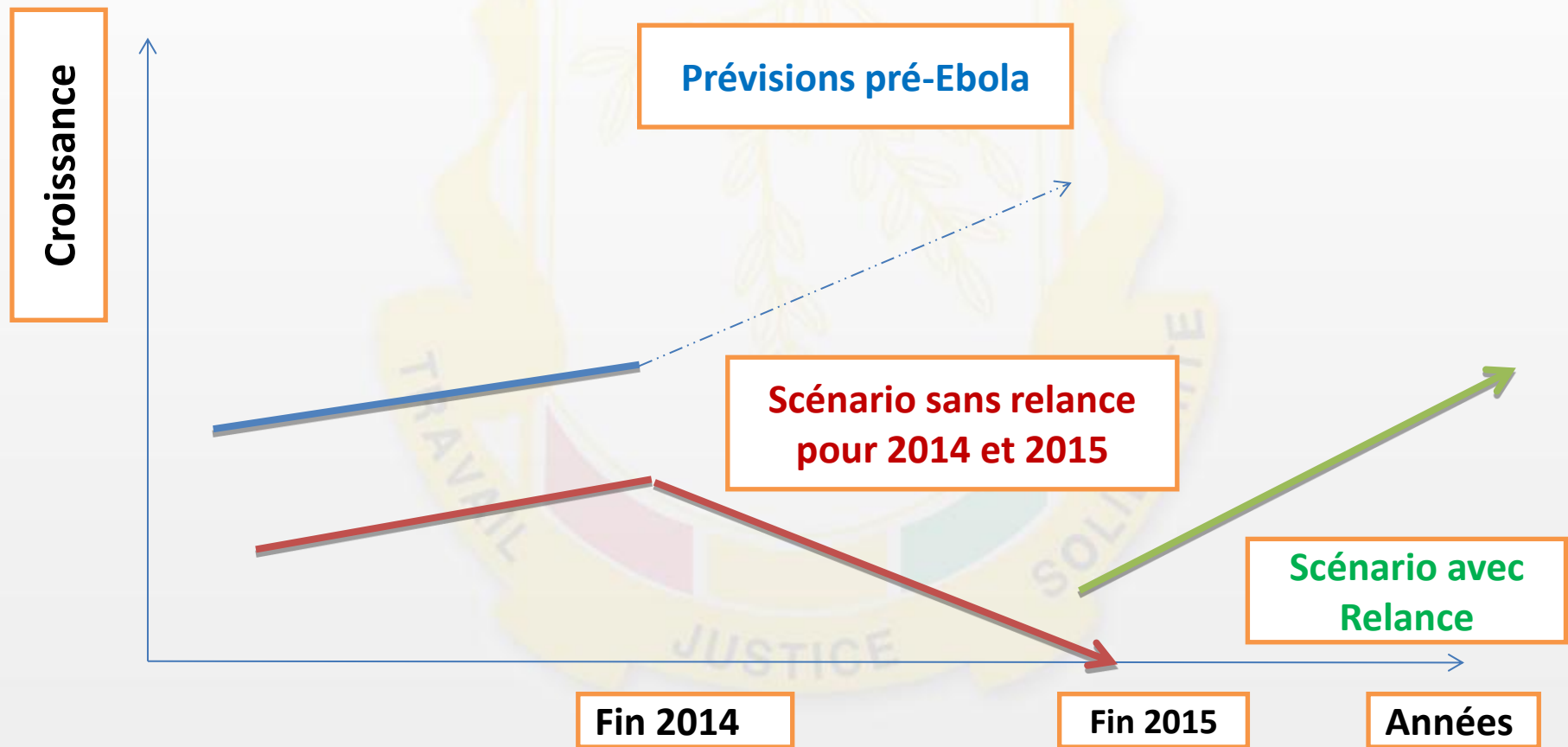


## IMPACT SOCIAL DU CHOC EBOLA

- Fermeture de 94 formations sanitaires et un hôpital de district en décembre 2014.
- Baisse de la couverture vaccinale de l'ordre de 30%;
- Retard de 4 mois dans l'ouverture de l'année scolaire 2014-2015;
- Baisse criarde de la fréquentation scolaire (35% environ), particulièrement dans les zones sévèrement touchées par la maladie où le nombre de repas quotidiens s'est réduit pour 74% des ménages pendant de la crise.

# IMPACT ECONOMIQUE DU CHOC EBOLA

- Le **taux de croissance économique** réelle a baissé substantiellement à 1,1% en 2014, contre une prévision de 4,5% ; tandis que pour 2015, la croissance projetée est nulle.





## IMPACT ECONOMIQUE DU CHOC EBOLA

- **Les baisses de recettes fiscales** induites par ce fléchissement sont estimées à plus de 1150 milliards de francs en 2014 (environ 160 millions de dollars américains) ;
- **Accroissement des dépenses**, du fait des prises en charge sanitaires pour la prévention et le traitement de la maladie, et creusement du déficit public (de 2,8% en 2013 à 6% en 2015);
- **D'importantes pertes d'emplois** : selon les statistiques officielles, six (6) plans de licenciement ont été annoncés et 2 180 suppressions d'emplois ont été enregistrées dans le secteur formel à fin février 2015; un nombre considérable et incalculable de pertes d'emplois dans le secteur informel.

# PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

La MVE a révélé deux grandes fragilités en Guinée.

1. **la fragilité des systèmes de santé** nationaux et son incapacité à prévenir et à juguler les situations de crise.
2. **la fragilité de l'économie**, compte tenu de la vulnérabilité des populations, de la faiblesse des infrastructures socioéconomiques et des institutions.

Ce constat nous conduit à:

- réévaluer la pertinence et l'efficacité des politiques publiques en cours, notamment en matière sociale, économique et de gouvernance ;
- proposer des mesures de redressement rapide de la situation pour corriger ou compenser les impacts négatifs de la crise Ebola ;
- renforcer la résilience de nos systèmes socioéconomiques pour prévenir la récurrence de telles crises.

# STRATÉGIE DE RELANCE ET DE RÉSILIENCE SOCIOÉCONOMIQUE POST-EBOLA

## OBJECTIFS VISES

- Permettre au pays de corriger les effets de la crise Ebola
- Renforcer la résilience du pays pour prévenir toute réapparition du virus
- Créer les conditions de la relance économique et retrouver la trajectoire d'un développement soutenu et durable amorcée en 2011

## CONTENU

La stratégie est articulée autour d'un plan d'Actions Prioritaires Post-Ebola (PAPP) composé de programmes et projets d'investissement et de mesures d'accompagnement pertinents pour la relance et la résilience.

# STRATÉGIE DE RELANCE ET DE RÉSILIENCE SOCIOÉCONOMIQUE POST-EBOLA: NOUVELLES PRIORITES

Le coût total estimé du PAPP sur la période 2015-2017 s'élève à 2 milliards 577 millions de dollars (avec un gap de financement global de 1 milliard 534 millions de dollars) et est ventilé comme suit :

- 63% pour la santé, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour tous
- 4% pour la gouvernance, la paix et la cohésion sociale
- 11% pour l'éducation, la protection sociale et de l'enfant et les services de base
- 22% pour la relance socio-économique.

Les nouvelles orientations du Gouvernement pour la relance et la résilience post-Ebola se traduisent par une hausse sensible du poids des services sociaux dans les priorités de développement, passant de 22% dans le PIP de base à 74% dans le PAPP.

# COUTS ET FINANCEMENT DU PLAN

Coûts						
		2015	2016	2017	Total	% du total
		USD	USD	USD	USD	
	<b>Santé, Nutrition et Eau, Assainissement et Hygiène pour tous</b>	<b>469,19</b>	<b>663,55</b>	<b>495,09</b>	<b>1 627,83</b>	<b>63%</b>
	Santé	466,64	408,97	363,50	1 239,11	48%
	Hydraulique	2,54	254,58	131,58	388,71	15%
	<b>Gouvernance, Consolidation de la Paix et Cohésion Sociale</b>	<b>56,35</b>	<b>36,91</b>	<b>20,29</b>	<b>113,56</b>	<b>4%</b>
	Fonction Publique	2,72	2,72	1,69	7,14	0%
	Administration du Territoire	22,27	22,15	18,56	62,98	2%
	Protection Civile	0,44	0,13	0,00	0,57	0%
	Communication	0,41	0,04	0,04	0,49	0%
	Finances Publiques	30,50	11,86	0,00	42,37	2%
	<b>Éducation, protection sociale et de l'enfant et services de base</b>	<b>99,00</b>	<b>108,83</b>	<b>72,13</b>	<b>279,97</b>	<b>11%</b>
	Education	43,38	72,13	39,97	155,48	6%
	Action Sociale	55,62	36,71	32,16	124,49	5%
	<b>Redynamisation Socio-Economique</b>	<b>150,38</b>	<b>226,94</b>	<b>178,59</b>	<b>555,91</b>	<b>22%</b>
	Agriculture	43,23	50,06	58,28	151,56	6%
	Elevage	3,86	2,10	6,91	12,87	0%
	Pêche	1,54	4,91	5,05	11,49	0%
	Commerce	15,28	11,29	6,49	33,07	1%
	Industrie	85,10	42,37	0,00	127,47	5%
	Transport	0,00	1,82	2,42	4,24	0%
	Environnement	1,37	0,85	0,48	2,70	0%
	TIC	0,00	28,81	14,41	43,22	2%
	Travaux Publics	0,00	84,74	84,55	169,29	7%
<b>TOTAL COUT</b>		<b>774,92</b>	<b>1 036,24</b>	<b>766,10</b>	<b>2 577,26</b>	<b>100%</b>
<b>TOTAL FINANCEMENTS ACQUIS</b>		<b>321,88</b>	<b>269,03</b>	<b>221,05</b>	<b>811,96</b>	
<b>FONDS DE CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT</b>		<b>55,47</b>	<b>93,49</b>	<b>82,75</b>	<b>231,71</b>	
<b>FINANCEMENTS A RECHERCHER</b>		<b>397,57</b>	<b>673,72</b>	<b>462,3</b>	<b>1533,59</b>	

# CADRE DE MISE EN ŒUVRE DU PAPP

La démarche privilégiée: le principe de la responsabilité mutuelle.

## ***Engagement du Gouvernement***

Mettre en œuvre rigoureusement les projets figurant dans le PAPP et à améliorer la capacité d'absorption nationale.

Il s'agira plus précisément de :

1. **Opérationnalisation du cadre de concertation et de coordination** entre le Gouvernement et les partenaires au développement ainsi que de son secrétariat permanent (**effectif depuis le 22 avril 2015**);



3. **Améliorer l'efficacité des procédures de passation des marchés**: relever le niveau de délégation, alléger les procédures, réduire les délais associés, et mettre en place un comité de suivi des respects des délais ;
4. **Constituer un fonds d'études** pour financer la production des études de faisabilité de PAPP par des bureaux d'études privés.

### ***Engagement des Partenaires***

Les partenaires s'engageront à assurer avec diligence et efficacité leur rôle dans l'exécution financière des programmes et projets, et à apporter un appui technique et financier à l'opérationnalisation du cadre de concertation et de coordination

# CADRE DE CONCERTATION ET DE COORDINATION: UNITE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN

## Objectifs

- Suivre conjointement la mise en œuvre des programmes/projets de la Stratégie de Relance et de Résilience
- Garantir la mutualisation de la responsabilité du Gouvernement et de ses partenaires
- Offrir une meilleure coordination de l'intervention des partenaires
- Contribuer à améliorer la transparence et la gouvernance des fonds mobilisés

## Organisation

- Un secrétariat permanent conjoint gouvernement partenaires
- Une cellule technique de suivi évaluation des projets et programmes
- La création de 8 groupes thématiques co-animés par les ministères sectoriels et les chefs de file

# CADRE DE CONCERTATION ET DE COORDINATION: GROUPES THEMATIQUES

	Groupes Thématiques	Chefs de file des PTF (alternate)	Président du groupe, Ministre, Membre du Gouvernement
1	Développement rural, Sécurité alimentaire et environnement	BM/PAM	Min. Agriculture/Ministre de l'Elevage
2	Macroéconomie, Finances publiques et Climat des Affaires	BAD/UE	Min. EcoFin/Ministre du Plan
3	Energie et Eau	AFD/BID	Min. Energie & Hydr.
4	Mines, Infrastructures et Transport	SFI/BAD	Min. Mines/Ministre des Transports
5	Réforme Administrative, Décentralisation, Justice et Sécurité	PNUD/UE	Min. Justice
6	Santé et VIH/SIDA	OMS/UE	Min. Santé
7	Education et Formation Professionnelle, Emploi, Action Sociale et Culture	UNICEF/BM	Min. Ens. Sup./Ministre de la Form. Prof et emploi
8	Assainissement et Développement Urbain	UE/UNICEF	Min. Ville et Aménagement Territoire



# JE VOUS REMERCIE